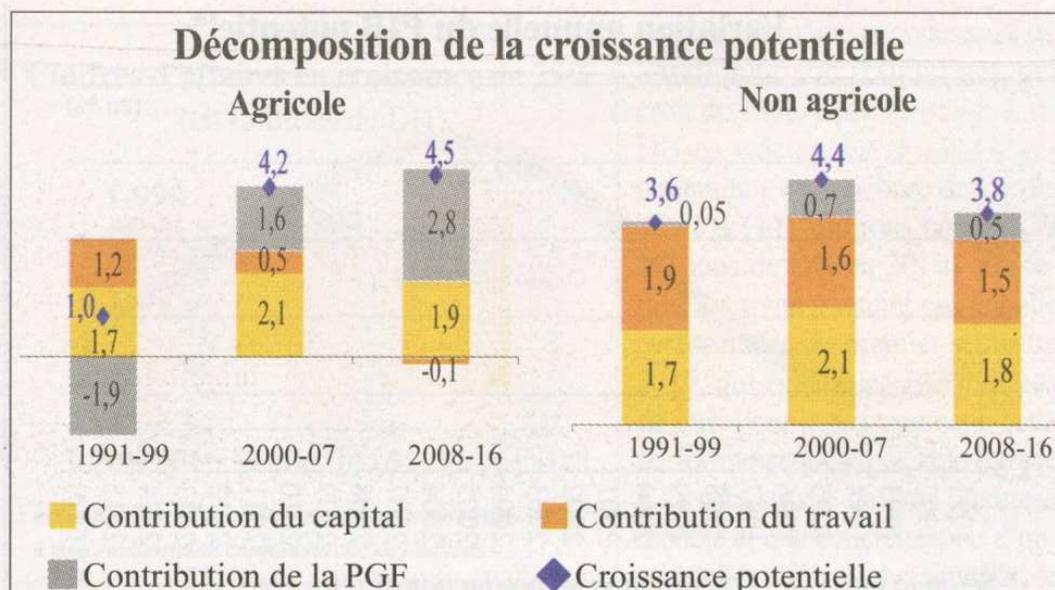


# Croissance: Pourquoi le moteur est grippé

- Le potentiel est passé à 3,9% l'an depuis 2008, contre 4,5% entre 2000 et 2007
- Une double explication: la baisse de l'investissement privé et du taux d'activité
- La cadence de progrès technique de l'économie très limitée

A 3,9% en moyenne l'an depuis 2008, la croissance du PIB réel est restée collée à son potentiel, estime Omar Chafik, économiste chercheur à Bank Al-Maghrib<sup>(1)</sup>. La croissance potentielle est un indicateur important pour le pilotage des politiques économique et budgétaire.



*Les gains de productivité sont l'une des clefs pour accélérer la croissance. Ils augmentent en moyenne de 1,2% par an depuis les années 2000. Les progrès observés depuis se situent principalement au niveau du secteur agricole. Le raffermissement des gains de productivité à 2% l'an sur plusieurs décennies et l'amélioration du taux d'activité permettraient de renforcer la croissance aux alentours de 4,5% selon les hypothèses de la Banque mondiale*

Source: O.C

Comparé à la période 2000-2007, de cette contraction, c'est la quantité sa hausse a sensiblement faibli. Au-delà elle-même qui interpelle. Même dans

cette période qui était dynamique, la production potentielle n'a augmenté qu'en moyenne de 4,6% l'an.

La crise financière de 2008 a joué un rôle non négligeable dans le ralentissement du rythme de progression du PIB potentiel. Le Maroc a souffert de l'atonie de la croissance chez les partenaires européens, en particulier la France et l'Espagne. Les perspectives économiques dans la zone euro sont plus prometteuses. Ce qui devrait positivement impacter la demande extérieure adressée au Maroc à l'avenir.

Mais, il faut plus que cela pour élever durablement le rythme de la croissance. Le faible rendement de l'investissement public et la baisse des opérations du secteur privé, le repli du taux d'activité ou encore la faible qualification de la main-d'œuvre... entravent la croissance potentielle. Le Maroc consacre en moyenne 31% du PIB par an à l'investissement depuis le début des années 2000. Sauf

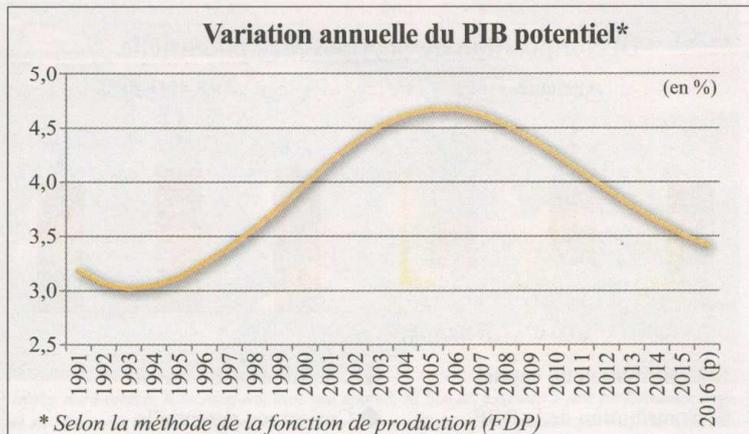


## ANALYSE

## Croissance: Pourquoi le moteur est grippé

que les effets sur la croissance sont limités parce que l'effort est d'abord public. Les investissements de l'Etat et des entreprises publiques (ports, autoroutes...) n'ont pas forcément vocation à produire des résultats immédiats. Cependant, le choix et la priorisation de certains investissements sont critiquables. Les montants investis sont colossaux et l'Etat ne pourra pas maintenir durablement le même rythme. A un moment il faudra que le secteur privé prenne le relais. Ce que l'on ne voit pas assez actuellement. Aujourd'hui, le taux d'investissement national est semblable à la moyenne dans la région Mena, mais les tendances se sont inversées depuis trois ans. L'indicateur pour le Maroc est en déclin. Le taux d'investissement national est aujourd'hui inférieur à la moyenne des économies émergentes.

La panne de l'investissement privé pénalise le comportement du PIB non agricole. L'écart entre la production



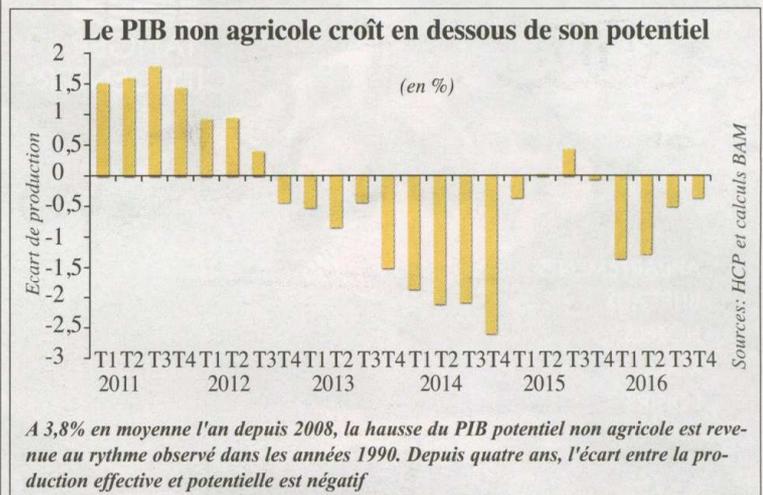
*La dégradation de la croissance potentielle depuis 2009 s'explique en partie par les difficultés chez les partenaires européens, en particulier en France et en Espagne. Une situation combinée à l'allongement des délais de paiement pèse en partie sur l'investissement des entreprises. L'autre handicap de l'économie est le niveau d'instruction structurellement faible de la main-d'œuvre. Moins de 13% des actifs occupés sont diplômés du supérieur*

effective et potentielle (output gap) est négatif depuis 2013. Par ailleurs, le

manque d'appétit des PME impacte négativement l'emploi. Une entreprise qui n'arrive pas à se projeter sur un horizon long n'embauche pas.

Mais, le problème ici est beaucoup plus profond. La contribution du facteur travail à la croissance du PIB potentiel se limite à 0,9% en moyenne depuis 2008. Son rythme a baissé de 0,2 point par rapport à 2000-2007 et de 0,8 point comparé à la période 1991-1999. Entre

randum économique sur le Maroc. Les clés de rattrapage économique se trouvent dans les gains de productivité. Une augmentation de 2% par an sur plusieurs décennies combinée à une amélioration du taux d'emploi permettrait de renforcer la croissance autour de 4,5% sur une longue période, selon les hypothèses de la Banque mondiale. Cela dit, augmenter les gains de productivité de pratiquement 1 point par rapport au rythme actuel et maintenir la cadence sur plusieurs décennies restent un défi considérable. Cela suppose la mise en œuvre de réformes de structure, qui peuvent être parfois douloureuses. A côté, il faudra que les entreprises elles aussi se réforment. Leur capacité à monter en gamme demeure pour l'instant limitée. Dans le secteur manufacturier, la plupart des entreprises marocaines ont une productivité inférieure comparée à leurs homologues dans des pays de benchmark, relèvent des économistes. Avec l'automobile ou l'aéronautique, l'industrie marocaine est en train de monter en gamme. Il faudra arriver à opérer des sauts technologiques dans d'autres secteurs. Cela suppose aussi l'arrivée de générations plus qualifiées sur le marché du travail. Le niveau d'instruction de la population active est structurellement faible et la situation ne s'améliore pas rapidement. Moins de 13% des actifs occupés sont diplômés du



les deux extrémités (1999 et 2016), le taux d'activité a reculé de 8 points pour s'établir à 46,4% à fin 2015.

La note positive vient de l'amélioration, quoique minime, de la productivité globale des facteurs. Elle a enregistré une croissance moyenne de 1,3% de 2008 à 2016 contre 1,2% entre 2000-2007. Mais, le progrès vient essentiellement des activités agricoles. Hors agriculture, la cadence de progrès technique de l'économie ne dépasse guère 0,5%. Cette estimation rejoint celle de la Banque mondiale dans le dernier mémo-

supérieur. Pour les entreprises, la faible qualification de la main-d'œuvre est considérée comme le deuxième principal obstacle (la corruption en tête) à leur développement, selon une enquête de la Banque mondiale. □

F.Fa

(1) Estimation de la croissance potentielle de l'économie marocaine. Etude réalisée par Omar Chafik, économiste chercheur à Bank Al-Maghrib. L'une des méthodologies retenues est celle de la fonction de production (FDP), c'est-à-dire un niveau d'activité soutenable sans tension sur les prix et les salaires.